

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N° 5 – 5 juin 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

3,2 millions

« Réserve silencieuse » de
personnes inactives souhaitant
travailler mais ne le pouvant pas,
selon Destatis

Sommaire :

Actualité macroéconomique

Environnement macroéconomique : PIB au T1 2024 / prévisions de croissance, d'inflation et de chômage

Politique budgétaire : recettes fiscales / prévisions de déficit et de dette publics

Politiques sociales : chômage / personnes inactives / salaires / fiscalité

Actualité financière

Régulation financière : augmentation des provisions / MaRisk / AIFMD / vente de dérivés

Banques et assurances : N26 / nombre de banques / ABN Amro / coûts des dommages naturels / assurance-vie

Actualité macroéconomique

Tableaux de bord

Prévisions économiques et de finances publiques

Source	Date de publication	2023	2024	2025
Croissance (%)				
Conseil des Sages mai 2024 (non-cjo)	15/05/2024	-0,2	0,2	0,9
Commission européenne printemps 2024 (non-cjo)	15/05/2024	-0,3	0,1	1,0
OCDE mai 2024 (non-cjo)	02/05/2024	-0,3	0,2	1,0
Gouvernement avril 2024 (non-cjo)	24/04/2024	-0,3	0,3	1,0
Inflation (%)				
Conseil des Sages mai 2024 (IPC)	15/05/2024	5,9	2,4	2,1
Commission européenne printemps 2024 (IPCH)	15/05/2024	6,0	2,4	2,0
OCDE mai 2024 (IPCH)	02/05/2024	6,0	2,4	2,2
Gouvernement avril 2024 (IPC)	24/04/2024	5,9	2,4	1,8
Solde public (% du PIB)				
Conseil des Sages mai 2024	15/05/2024	-2,1	-1,5	-1,0
Commission européenne printemps 2024	15/05/2024	-2,5	-1,6	-1,2
OCDE mai 2024	02/05/2024	-2,1	-1,5	-0,9
Pstab 2024	24/04/2024	-2,5	-1,8	-1,0
Dettes publiques (% du PIB)				
Conseil des Sages mai 2024	15/05/2024	63,6	63,4	63,0
Commission européenne printemps 2024	15/05/2024	63,6	62,9	62,2
OCDE mai 2024	02/05/2024	63,6	64,2	64,3
Pstab 2024	24/04/2024	63,6	64,0	63,3

Pstab : programme de stabilité ; à noter que les prévisions de solde public et de dette publique figurant dans ce document sont arrondies au quart de point de pourcentage du PIB.

Indicateurs conjoncturels

Indicateur (en %)	Source	2024-3	2024-4	2024-5
Prix				
Inflation (déf. nat., évol. en g.a.)	Destatis	2,2	2,2	2,4
Inflation sous-jacente (déf. nat., évol. en g.a.)	Destatis	3,3	3,0	3,0
Indicateurs sectoriels				
Ventes au détail (évol. réelle cvs-cjo sur un mois)	Destatis	1,8	-1,2	-
Production industrielle (évol. réelle cvs-cjo sur un mois)	Destatis	-0,4	-	-
Commerce extérieur				
Exportations (évol. en valeur cvs-cjo sur un mois)	Destatis	0,9	-	-
Importations (évol. en valeur cvs-cjo sur un mois)	Destatis	0,3	-	-
Marché du travail				
Personnes au chômage (déf. nat., évol. cvs sur un mois)	BA	0,3	0,4	0,9
Taux de chômage (déf. nat., en cvs)	BA	5,9	5,9	5,9

g.a. : glissement annuel.

cvs : corrigé des variations saisonnières.

cjo ; corrigé des jours ouvrés.

Inflation sous-jacente : hors alimentation et énergie.

BA : Agence fédérale du travail (Bundesagentur für Arbeit).

Environnement macroéconomique

Selon [Destatis](#), le **PIB** a augmenté de 0,2 % au 1^{er} trimestre 2024 par rapport au 4^{ème} trimestre 2023 (évolution en volume, cvs-cjo). Les investissements dans la construction et les exportations ont progressé tandis que la consommation des ménages et des administrations publiques a ralenti en dépit du recul de l'inflation.

Dans ses nouvelles prévisions publiées le 15 mai 2024, le [Conseil des experts économiques allemands](#) (« Conseil des Sages ») anticipe une **croissance** de 0,2 % en 2024. L'activité ne devrait reprendre que progressivement au cours de l'année, sous l'effet du recul de l'inflation et de la progression des salaires réels, stimulant la consommation privée. Cette tendance devrait se poursuivre en 2025, tandis que l'investissement devrait également soutenir l'activité, portant la croissance à 0,9 %. **L'inflation** (IPC) serait quant à elle ramenée de 5,9 % en 2023 à 2,4 % en 2024 puis 2,1 % en 2025, dans un contexte de forte diminution des prix de l'énergie et des importations – et en dépit de l'augmentation des salaires nominaux (hausse prévue des salaires effectifs bruts par tête de 5,1 % en 2024 puis 3,7 % en 2025).

Ce diagnostic rejoint celui formulé par la [Commission européenne](#) dans ses prévisions économiques de printemps, également publiées le 15 mai 2024. La Commission s'attend à une quasi-stagnation du **PIB** en 2024 (+0,1 %) suivi d'une reprise timide en 2025 (+1,0 %), tandis que **l'inflation** (IPCH) diminuerait à 2,4 % en 2024 et 2,0 % en 2025. Par ailleurs, le taux de **chômage** (définition OIT) resterait stable à 3,1 % sur les trois années 2023-2025.

Politique budgétaire

Selon les prévisions des experts économiques allemands, le **déficit public** serait ramené à 1,5 % du PIB en 2024 puis 1,0 % en 2025 – conformément à l'objectif fixé pour 2025 par le programme de stabilité allemand publié fin avril. La **dette publique** reculerait progressivement jusque 63,0 % du PIB en 2025, contre 63,6 % en 2023. La Commission européenne anticipe pour sa part un déficit légèrement plus dégradé en 2025, à 1,2 % du PIB, mais une dette publique relativement plus faible à ce même horizon, à 62,2 % du PIB.

Le 16 mai 2024, le [ministère fédéral des Finances](#) a revu à la baisse ses prévisions de **recettes fiscales** annuelles pour le *Bund*, les *Länder*, les communes et l'Union européenne, au titre de la période 2024-2028. L'écart de recettes fiscales par rapport à celles anticipées lors des précédentes prévisions d'octobre s'élève à environ 16 Mrd€ par an en moyenne, dont la moitié à la charge du *Bund*. Cette diminution résulte notamment d'une conjoncture plus dégradée qu'anticipé initialement, d'une inflation relativement plus faible et d'un taux d'épargne se maintenant à un niveau plus élevé.

Politiques sociales

Selon l'[agence fédérale du travail](#), le nombre de chômeurs a progressé sensiblement en mai (+0,9 %, après +0,4 % en avril, en données désaisonnalisées). Le taux de **chômage** (en définition nationale) est néanmoins resté stable, à 5,9 %. L'emploi atteint toujours un niveau record après une légère hausse en avril (+0,1 % sur un mois, dernière donnée cvs publiée).

L'Allemagne disposerait, selon [Destatis](#), d'une « réserve silencieuse » de 3,2 millions de **personnes inactives** qui voudraient travailler mais ne le peuvent pas en raison de problèmes de santé, de contraintes familiales ou parce qu'elles estiment ne pas pouvoir trouver d'emploi en adéquation avec leurs aptitudes. Parmi ces personnes, 380 000 femmes, soit un tiers des femmes inactives âgées de 25 à 59 ans, contre 30 000 hommes de la même tranche d'âge déclarent devoir s'occuper d'une personne à charge.

Selon [Destatis](#), l'indice des **salaires réels** a affiché une hausse record de 3,8 % au premier trimestre 2024 en glissement annuel, soit la 4^{ème} progression trimestrielle consécutive. Cette hausse résulte de la forte augmentation des salaires nominaux (+6,4 % sur un an), plus marquée encore sur le segment des bas salaires (1^{er} quintile : +8,8 %), combinée au ralentissement de l'inflation.

L'[OCDE](#) évalue dans une étude comparative internationale le « **coïn fiscal** », défini comme la part des coûts totaux de main-d'œuvre qui est prélevée sous forme d'impôts et de cotisation de sécurité sociale, après déduction des prestations versées en espèce. Selon cette étude, l'Allemagne affiche, parmi les pays de l'OCDE, le coïn fiscal le plus élevé après la Belgique pour un salarié célibataire sans enfant percevant le salaire moyen, à 47,9 % en 2023 (France : 46,8 %).

Actualité financière

Régulation financière

La [BaFin](#) appelle les banques à constituer des **provisions en raison des risques de défauts** de paiements des entreprises liés à de multiples facteurs économiques et géopolitiques. Le nombre de faillites serait faible mais en constante progression.

Dans la 8^{ème} version de la circulaire sur les exigences minimales en matière de gestion des risques (MaRisk), la [BaFin](#) renforce celles appliquées aux risques de taux. Ces dernières doivent être mises en place immédiatement.

Dans le cadre de la transposition de la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (**AIFMD**), la fédération des fonds d'investissement (BVI) émet le souhait que l'Allemagne permette aux particuliers fortunés (à partir de 50 000 €) d'investir dans des fonds de prêts, comme la directive le permet.

Lors de la présentation de son bilan 2023, la BaFin a indiqué qu'elle allait contrôler les **ventes de produits dérivés** par les banques auprès

de leur clientèle de détail. Le [volume de vente](#) de ces produits a en effet fortement augmenté en 2023 (+40 %, passant de 80 Mrd€ à 112 Mrd€), [51,4 %](#) du volume ayant été émis par des banques relevant du groupe des caisses d'épargne (LBBW, DekaBank et Helaba). Le rendement de ces produits étant généralement faible et le niveau des commissions retenues par les banques élevé, le superviseur vérifiera si l'intérêt du client a été suffisamment pris en compte.

Banques et assurances

N26 doit verser 9,2 M€ à la [BaFin](#) pour retards répétés dans le signalement de soupçons de blanchiment d'argent en 2022 – motif qui lui avait déjà valu une amende de 4,25 M€ en 2021. Au regard des progrès réalisés en matière de contrôle des risques, la BaFin lève cependant à partir du 1^{er} juin 2024 la limitation du nombre de [nouveaux clients](#) imposée en 2021.

Selon la [Bundesbank](#), le rythme de la consolidation bancaire s'est ralenti en 2023. L'Allemagne comptait fin 2023 1 403 établissements de crédit, soit 55 de moins que fin 2022, dont 697 dans le secteur coopératif (39 fusions en 2023) et 360 dans le secteur des caisses d'épargne (8 fusions). Le nombre d'agences bancaires s'élevait à 19 501 fin 2023, soit 945 de moins que fin 2022.

La banque néerlandaise **ABN Amro** rachète au groupe chinois Fosun la banque privée [Hauck Aufhäuser Lampe \(HAL\)](#) pour 672 M€. Associée aux actifs de Bethmann Bank, l'acquisition de HAL devrait permettre à ABN Amro de gérer 70 Mrd€ en Allemagne et d'y figurer parmi les plus importants gestionnaires d'actifs. Sa concurrente néerlandaise ING représente quant à elle l'une des premières banques de particuliers d'Allemagne.

Les **dommages causés par les tempêtes**, la grêle et autres dangers atmosphériques ont coûté 5,7 Mrd€ aux assureurs en 2023, soit presque 30 % de plus qu'en 2022. Cette hausse est due à l'augmentation du prix des pièces de rechange et aux salaires élevés, selon la fédération des assureurs ([GDV](#)).

Le ministère fédéral des Finances a annoncé le relèvement à partir du 1^{er} janvier 2025 du [taux maximum garanti](#) dans les contrats d'assurance-vie, de 0,25 % à 1 %. Il s'agit de la première hausse de ce taux depuis 30 ans.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique de Berlin
Claire Thirriot-Kwant, Baptiste Royer

Rédaction : François Brunet, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr